

DONNER UNE VOIX AUX CITADINS DÉFAVORISÉS : l'expérience d'un programme de justice énergétique pour et par les habitants des bidonvilles

David Sheridan
Coordinateur de l'Energy Justice
Programme (EJP) au sein de Slum
Dwellers International
Mwaura Njogu
Consultant en ingénierie des
énergies renouvelables

Andrew Maki
Co-directeur de Justice &
Empowerment Initiatives (JEI)
Frederick Agyemang
Coordinateur du projet EJP Ghana



Membre d'une équipe de collecte de données, travaillant sur le profilage des bidonvilles en Afrique du Sud ©KYC TV

David Sheridan coordonne l'Energy Justice Programme depuis le secrétariat de Slum Dwellers International (SDI), un réseau d'organisations communautaires de citadins pauvres présent dans 32 pays.

Mwaura Njogu est l'ingénieur principal en planification de l'énergie durable soutenant l'Akiba Mashinani Trust et Muungano Wa Wanavijiji dans l'élaboration de plans de développement local intégré pour les quartiers informels à Nairobi (Kenya).

Andrew Maki est co-directeur de Justice & Empowerment Initiatives (JEI), l'ONG de soutien aux fédérations nigériane et béninoise des habitants des bidonvilles.

Frederick Agyemang, professionnel du développement et des questions sociotechniques, travaille avec l'Alliance du Ghana dans le but de donner une voix, de renforcer les capacités et d'améliorer les moyens de subsistance des citadins défavorisés.

SDI a vu le jour au milieu des années 1990 grâce à la mise en réseau de mouvements d'habitants des bidonvilles. Cette entité internationale s'étend aujourd'hui sur 32 pays. Sous son égide, des ONG aident les organisations communautaires membres à structurer des mouvements sociaux, à transformer des environnements urbains et à construire un avenir plus inclusif et plus résilient pour les citadins défavorisés du monde. La mission de SDI consiste à faire entendre la voix des communautés d'habitants des bidonvilles et à favoriser leur organisation en mettant l'accent notamment sur le rôle des femmes, afin que les citadins les plus pauvres participent aux stratégies et décisions qui les concernent, pour un développement urbain équitable.

SDI s'est engagé à élaborer des typologies de projets comportant des formations adaptées autour de l'accès aux énergies propres dans le cadre de son programme d'amélioration des quartiers informels. Depuis 2014, SDI a pris position dans le domaine de l'accès à l'énergie, en particulier en Afrique, en Inde et aux Philippines. Dans ces pays, le programme d'équité énergétique de SDI s'appuie sur la collecte de données non agrégées menée par les communautés (à l'aide des outils appelés « Know Your City »), sur des programmes d'autonomisation des communautés et des modèles d'accès aux services pour les plus démunis. Face aux besoins grandissants des bidonvilles en matière de services essentiels, le modèle de SDI fournit des cadres méthodologiques innovants et adaptables, en faveur des plus défavorisés, au niveau des quartiers informels, des municipalités, des pays et du monde.

INTRODUCTION

La population des bidonvilles dans les pays en développement est passée de 689 millions en 1990 à 1 milliard en 2018¹. Dans certaines villes des pays émergents, les habitants des bidonvilles représentent plus de la moitié de la population et manquent souvent de l'essentiel : logement adéquat, eau propre et assainissement, accès à une énergie propre et sûre, éducation ou soins de santé.

De nombreux gouvernements et organisations internationales ont tenté d'enrayer la croissance des bidonvilles sans réellement connaître les raisons de leur existence, ni prendre en compte le rôle vital que jouent leurs habitants dans le fonctionnement de la ville au sens large. Beaucoup continuent à percevoir les bidonvilles comme des lieux transitoires ou marginaux présentant peu d'intérêt. En résultent bien souvent des expulsions, une offre limitée de services de base, un manque de dialogue entre gouvernements et habitants ou la création de solutions de développement urbain, souvent inadaptées au contexte.

Depuis sa création en 1996, SDI a porté la voix des citadins pauvres en fédérant les mouvements sociaux nationaux à l'échelle mondiale. Les communautés d'habitants des

¹ Statistiques de l'ONU sur l'ODD 11, en date de 2018.

bidonvilles se sont ainsi organisées en groupes d'épargne dans les quartiers concernés. Ces groupes d'épargne sont intégrés à des fédérations nationales qui les relient au réseau mondial. Les fédérations sont formées et équipées pour pouvoir effectuer une cartographie de ces quartiers informels et contribuer ainsi à faire reconnaître leur existence. Les données et les processus de collecte de données sont au cœur de cette approche. En 2014, SDI a lancé la campagne « Know Your City » (KYC), qui met à disposition un processus de collecte de données permettant aux communautés de cocréer des solutions. Cette campagne a favorisé l'émergence d'une approche « ascendante » (bottom-up en anglais) qui a ouvert la voie à une planification et une action collaboratives, ainsi qu'à un investissement participatif dans l'accès aux services essentiels. Dans le domaine de l'accès aux services énergétiques, le programme Energy Justice Programme a tiré parti de ce processus de collecte de données pour élaborer de nouveaux modèles d'accès à une énergie propre et sûre en faveur des plus démunis.

« KNOW YOUR CITY » : L'ARME DE COCRÉATION MASSIVE DE SDI

SDI, UN GROUPE MONDIAL TOURNÉ VERS LES CITADINS DÉFAVORISÉS

La multiplication des échanges entre les associations nationales et locales de citoyens pauvres des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine au cours des années 1980 et 1990 a montré qu'il était indispensable de mettre en place un réseau d'organisations communautaires dirigées par les pauvres eux-mêmes. Slum Dwellers International (SDI) a été officiellement lancé en 1996 dans le but d'attirer l'attention de l'opinion publique sur la nécessité d'une approche du développement social prenant pleinement en compte les expériences vécues par les habitants des bidonvilles et de rassembler les organisations locales et nationales à l'échelle mondiale. En 2020, SDI est un mouvement social transnational animé par plus d'un million de citoyens pauvres dans 32 pays en Afrique, en Asie et en Amérique latine. L'objectif de SDI consiste à créer des villes inclusives et résilientes où la vie des citoyens pauvres serait nettement meilleure, tandis que les programmes de développement évoluent vers une plus grande inclusivité, notamment des plus démunis, mais aussi vers des options plus résilientes et durables. SDI offre aux citoyens pauvres l'occasion de changer leur propre vie et le fonctionnement de leurs villes en leur permettant de devenir de véritables acteurs du développement auprès des autorités locales et nationales, plutôt que de simples bénéficiaires. À rebours de l'approche classique suivie par de nombreuses organisations de développement, SDI est dirigé et gouverné par les dirigeants des fédérations nationales d'habitants des bidonvilles.

Selon Slum Dwellers International (SDI), le manque de données précises sur la sécurité d'occupation, l'eau potable et l'assainissement, l'énergie propre, sûre et abordable, le logement, l'éducation ou les soins de santé entretient un développement urbain qui pénalise les plus pauvres. Ces lacunes empêchent les habitants des bidonvilles de mettre en lumière ce qu'ils vivent, mais aussi de mener une réflexion collective sur les difficultés auxquelles ils sont confrontés et de les exposer de manière exhaustive.

Lancé en 2014, « Know Your City » (KYC) est né d'une pratique encouragée par SDI consistant, pour les habitants des bidonvilles, à collecter des données sur leur vie quotidienne et leurs espaces de vie. L'objectif : affiner et standardiser les processus de collecte de données à travers le réseau SDI afin de renforcer l'impact des données produites par les communautés. KYC a pris la forme d'une campagne conjointe entre les fédérations de citoyens pauvres affiliées à SDI et United Cities and Local Governments of Africa (UCLG-Africa), avec le soutien actif de Cities Alliance, dont SDI et CGLU-Africa sont des membres éminents.

Concrètement, les habitants des bidonvilles collectent des données qui sont partagées avec KYC par leur fédération pour être certifiées et rendues publiques sous une forme agrégée. Ces données portent sur le niveau des infrastructures, l'accès à la santé, l'accès à l'énergie, l'éducation, les aspirations, etc. Une fois les données saisies par des équipes de données communautaires (Community Data Teams, CDT), composées d'habitants dûment formés, les résultats sont présentés à la communauté pour validation. Ce processus permet un examen par les pairs mais aussi une éventuelle prise de conscience, directement auprès de la communauté des bidonvilles. Soulignons que les informations sont conservées dans un système de données partagé par les administrations municipales et les habitants. Fin 2019, les organisations d'habitants de bidonvilles affiliées à SDI avaient ainsi caractérisé 224 villes en Afrique et en Asie, couvrant 7 712 quartiers informels.

KYC bouscule le concept même des « villes intelligentes », selon lequel la technologie et le big data constituent un moyen d'aider les villes à planifier et gérer leur fonctionnement. Si le big data permet incontestablement d'obtenir des informations capables d'améliorer l'efficacité de certains services, KYC propose des données créées et détenues conjointement avec les utilisateurs qui constituent un atout majeur pour imaginer et obtenir des résultats en matière de développement. Elles s'appuient en effet sur des relations de confiance entre les habitants des bidonvilles, les autorités municipales et, de plus en plus, le secteur privé. KYC propose ainsi une stratégie d'exploitation des données profondément ancrée dans la connaissance du contexte local, visant à orienter les décisions pour rendre les villes plus sûres, sécurisées et agréables pour tous.

Grâce à KYC, SDI cherche à articuler les leviers à différents niveaux - des bidonvilles, de la ville et du monde entier - pour obtenir des effets à long terme, remettant ainsi en cause des approches classiques de l'accès aux services essentiels dans les bidonvilles. Ce processus a permis de définir trois volets de développement avec leurs propres objectifs et moyens spécifiques, et d'identifier des synergies.

CONSÉQUENCES AU NIVEAU DES QUARTIERS INFORMELS

Au niveau des quartiers informels, les groupes d'épargne sont les composantes de base des fédérations de SDI, menant des campagnes en faveur d'un meilleur accès aux services essentiels.



Équipe de collecte de données à Nyanga, au Cap, en Afrique du Sud ©KYC TV

À leur niveau le plus élémentaire, l'épargne est essentielle pour faire face aux imprévus (frais de santé, école...). Cependant, comme l'a rapporté l'alliance SDI libérienne, « les fédérations de tout le réseau savent que les groupes d'épargne ne se contentent pas de collecter de l'argent : ils rassemblent des personnes et créent une masse critique. Avec la mise en réseau des groupes d'épargne, les fédérations apparaissent ». Au Malawi, 83 membres de la fédération ont pu construire de nouvelles toilettes grâce à leurs économies, tandis que d'autres l'ont fait en utilisant leur épargne pour obtenir des crédits du Mchanga Fund.

Dans les quartiers informels, l'approche de SDI permet l'émergence de leaders, ce qui bouleverse les idées préconçues sur la répartition des pouvoirs entre les sexes et les groupes ethniques. L'antenne nigérienne de SDI a indiqué que « le leadership traditionnel dans les établissements informels a tendance à être dominé par les hommes et à être antidémocratique, ne faisant pas toujours passer les intérêts de la communauté en premier », et que le processus de collecte de données mené par la communauté permet à d'autres parties prenantes d'« émerger en tant qu'agents du changement ». Cela est particulièrement vrai pour les femmes et les jeunes. Par exemple, les groupes d'épargne sont principalement dirigés par des femmes qui se réunissent et discutent de leurs difficultés quotidiennes : l'école, l'alimentation, l'énergie, l'assainissement². En fin de compte, ces processus créent des espaces et renforcent la capacité d'action et d'appropriation des citoyens défavorisés sur les programmes locaux de développement urbain. Ils les placent, non sans bouleverser les

structures classiques du pouvoir, à la tête des mouvements de modernisation et de développement des communautés.

CONSÉQUENCES AU NIVEAU DES VILLES

Première étape essentielle vers un dialogue informé et équilibré entre municipalités et communautés des bidonvilles et des quartiers informels : combler le déficit de connaissances. En l'absence de données ventilées, les décideurs continuent d'utiliser des moyennes urbaines qui perpétuent des croyances et des hypothèses erronées, notamment sur l'accès aux services essentiels. KYC comble cette lacune en fournissant des données qui permettent de réexaminer ces hypothèses.

KYC a ainsi permis de tordre le coup à trois préjugés :

- « Pour les habitants pauvres des villes, les quartiers informels ne sont qu'une étape sur la voie de la modernité et de la prospérité »³. En réalité, les bidonvilles sont des pièges à pauvreté : une grande partie de la population urbaine pauvre des pays à faible revenu réside dans des établissements informels depuis plusieurs générations. Ces lieux sont d'ailleurs l'un des principaux foyers de la croissance démographique dans les villes de ce que l'on appelle les « pays du Sud ».
- « Les pauvres bénéficient de meilleures conditions sanitaires en ville qu'à la campagne ». En réalité, la « prime de santé urbaine », une croyance selon laquelle les citoyens seraient forcément plus favorisés que les ruraux sur le plan sanitaire, est un mythe. Dans certaines villes africaines comme Nairobi et Dar es Salaam, pour

² SDI accueille également le programme télévisé KYC, un programme de documentation vidéo axé sur la vie dans les quartiers informels. KYC TV a également créé, pour les jeunes des bidonvilles, un espace pour l'expression personnelle et la créativité.

³ *Know Your City : Slum Dwellers Counts*. Rapport de SDI. Le Cap, 2018.

lesquelles des données sont disponibles, les citoyens à faibles revenus sont beaucoup moins bien lotis (par exemple pour les taux de mortalité infantile et juvénile) que les habitants pauvres des zones rurales.

- « Il est possible d'améliorer les conditions de vie des citoyens pauvres sans les intégrer aux processus de planification ». Or, la planification et la mise en œuvre des programmes d'urbanisme ne peuvent se faire sans tenir compte des revenus, des besoins et des préférences des gens, et sans la participation directe des premiers intéressés.

KYC fait évoluer les mentalités des urbanistes et pose les bases d'un dialogue sur des projets concrets d'amélioration des bidonvilles. Au Cap, en partenariat avec le gouvernement provincial, SDI a acheté un terrain de 27,73 hectares avec l'intention de construire des maisons dans le cadre d'un projet d'infrastructure et d'amélioration : Vusi Nsuntsha Development. Ils y ont planifié un projet immobilier à usage mixte et un quartier résilient à l'échelle de la région qui abritera 800 familles. Vusi accueillera également des habitants du bidonville de Kosovo, le plus dense du Cap. Depuis cette expérience, la cocréation avec les habitants des bidonvilles est ancrée dans le plan de développement urbain du Cap.

CONSÉQUENCES AU NIVEAU MONDIAL

Au niveau mondial, les processus et les données de KYC incitent les gouvernements nationaux, les organismes intergouvernementaux internationaux, les agences de développement multilatérales et d'autres réseaux internationaux, entre autres, à adopter un nouveau regard sur les réalités de la pauvreté urbaine. Cette réflexion est essentielle pour voir progresser les investissements à l'échelle mondiale dans le développement urbain en faveur des pauvres et de l'accès aux services essentiels. SDI participe à des groupes de travail internationaux (ONU, etc.) en vue d'influencer les mesures. SDI soutient également les centres régionaux des fédérations nationales d'habitants des bidonvilles et les échanges entre les fédérations et leurs partenaires. En outre, SDI gère l'Urban Poor Fund International (UPFI), créé par ses soins pour financer sa politique de mise à niveau en faveur des plus démunis. L'organisation fournit des capitaux aux membres du National Urban Poor Funds (UPFN), afin qu'ils puissent à leur tour aider les groupes d'épargne qui entreprennent de vastes projets d'amélioration dans l'urbanisme et le logement.

LE PROGRAMME DE JUSTICE ÉNERGÉTIQUE DE SDI

L'Energy Justice Program (EJP) est représentatif de l'action de SDI visant à améliorer l'accès aux services essentiels dans les bidonvilles. Ce programme consiste à utiliser tous les outils de SDI, y compris KYC, pour générer des solutions sur mesure, sur le terrain, notamment dans le domaine de l'énergie. Car celle-ci est indispensable au développement de services de base dans ces quartiers : elle conditionne la sécurité (via l'éclairage public), la communication (via les batteries de téléphones), etc.

Aujourd'hui, l'Energy Justice Program de SDI compte des projets actifs dans 12 pays (Ghana, Nigeria, Ouganda, Kenya, Tanzanie, Zambie, Malawi, Zimbabwe, Afrique du Sud, Namibie, Inde et Philippines) et a permis aux fédérations affiliées de fournir un meilleur accès à l'énergie à environ 25 000 foyers, le nombre total de ses bénéficiaires étant de l'ordre de 100 000.

L'ÉPINEUSE QUESTION DE L'ACCÈS À L'ÉNERGIE DANS LES BIDONVILLES

La difficulté d'accès à des services et technologies énergétiques durables est un obstacle majeur au développement dans les bidonvilles et cette question se heurte à de nombreux obstacles depuis des décennies. Souvent, les gouvernements n'ont pas la capacité financière et matérielle de relier ces communautés en constante progression démographique aux systèmes énergétiques centralisés, à plus forte raison de les y relier de façon durable. En outre, les rares projets dans lesquels ils pourraient investir sont souvent mal conçus, voire reposent sur le mauvais postulat de départ. De nombreux gouvernements considèrent, par exemple, que la seule solution serait le raccordement au réseau. Ainsi, l'impossibilité financière et matérielle d'étendre les réseaux laisse des communautés urbaines sans service pendant des décennies, alors que des alternatives simples et abordables seraient disponibles, comme les technologies solaires hors réseau. Face aux échecs des programmes publics ou privés, il convient d'imaginer de nouvelles approches pour le développement de l'infrastructure énergétique dans les bidonvilles.

Comment pouvons-nous « ne laisser personne de côté » s'il y a des centaines de millions de citoyens dont les besoins ne sont pas documentés, dont les voix ne sont pas entendues et dont les capacités sont ignorées ?

LA BOÎTE À OUTILS DE SDI

Les outils habituels de SDI, c'est-à-dire la cartographie des quartiers informels par la communauté, les groupes d'épargne dirigés par des femmes et les échanges entre pairs, représentent pour les communautés une opportunité de développer leurs propres solutions innovantes et de combler les lacunes existantes en matière de prestation de services. Le PJE vise à exploiter ces atouts pour développer des projets évolutifs d'accès à l'énergie et les intégrer dans des programmes plus vastes de modernisation.

Le plus important de ces outils est le processus de KYC pour la collecte de données et la cartographie. À Lagos (Nigeria), Justice & Empowerment Initiatives, une ONG locale qui soutient la fédération locale de SDI, a appliqué la méthodologie KYC, en réalisant une enquête exhaustive en étroite consultation avec le C40, le Ministère de l'Environnement et le Bureau des statistiques de Lagos (LBS), ainsi qu'avec les conseillers techniques de l'Université de Lagos, du Hamilton College et du Massachusetts Institute of Technology (MIT). Le questionnaire d'enquête a été traduit dans différentes langues locales et testé à plusieurs reprises sur le terrain. Les enquêteurs ont été formés au consentement éclairé et à la sécurité des données, à la vérification des réponses à l'aide de questions de contrôle, à la réalisation d'un inventaire physique au sein des ménages, etc. Dans un deuxième temps, les participants ont présenté

leurs rapports aux ménages concernés, afin de les informer, de vérifier les données et de discuter des premières conclusions de leur enquête. Les résultats, les recommandations et les données ventilées ont ensuite été partagés avec le gouvernement de l'État de Lagos en vue d'améliorer l'accès à l'énergie dans le cadre d'un partenariat. Enfin, cette enquête a renforcé la marge de manœuvre de SDI au Nigeria face à une société de distribution d'électricité qui avait décidé d'augmenter les tarifs dans les bidonvilles. À la suite d'un véritable bras de fer, l'entreprise a fait machine arrière, preuve du rôle que peuvent jouer les fédérations locales de SDI dans l'équilibre des pouvoirs entre les habitants des bidonvilles et les entreprises privées ou d'autres parties prenantes.

NÉGOCIATION ET COCRÉATION AVEC L'ENSEMBLE DES PARTIES PRENANTES

La collecte de données est un moyen et non une fin : les données produites dans le cadre de l'Energy Justice Programme peuvent être utilisées pour négocier avec des parties prenantes. En effet, même si SDI aide les habitants des bidonvilles à lancer des projets et des solutions par eux-mêmes, leur concrétisation nécessite un travail à long terme avec les autres acteurs, en particulier quand il s'agit d'une zone vaste et que cela concerne l'accès à l'énergie. Le cas de Mukuru (Kenya), sans doute le plus grand bidonville de Nairobi, est l'exemple même de cette approche à grande échelle, impliquant de multiples acteurs.

En 2017, après des années d'étroite collaboration, la filiale kenyane de SDI et le gouvernement du comté de Nairobi (NCCG) ont officiellement désigné les quartiers informels de Mukuru « zone de planification spéciale » (Special Planning Area ou SPA). L'objectif du projet SPA de Mukuru : mener le plan de développement local intégré de la zone, avec un accent sur l'accès aux services essentiels, dans le cadre du plan directeur de développement urbain intégré de Nairobi (NIUPLAN) pour 2014-2030.

Cette percée historique a mis en exergue le rôle des méthodologies de mobilisation communautaire et des approches participatives dans la planification et la mise en œuvre du réaménagement des bidonvilles. En collaboration avec le NCCG, la filiale kényane de SDI a coordonné le travail de développement d'un plan spatial complet pour le réaménagement de Mukuru. Ce travail était de nature multisectorielle et comprenait des contributions de partenaires sectoriels, notamment dans le logement, l'eau, l'assainissement, l'énergie, la santé, etc.

En tirant parti de l'expérience des programmes de justice énergétique associés et en les combinant aux principes et méthodologies communautaires de collecte de données (KYC), SDI a joué un rôle majeur en contribuant à formuler des recommandations basées sur des preuves, à définir des modes d'approvisionnement et des alternatives en matière de politique et de planification à intégrer dans le plan spatial de Mukuru. Ici, le fait d'avoir fait participer les membres de la communauté locale à la création de recommandations sur l'accès à l'énergie adaptées à leurs besoins, au sein d'une infrastructure sociale déjà présente, issue d'une mobilisation communautaire de longue date, s'est avérée révolutionnaire. Les solutions ainsi définies ont nettement plus de chances d'être adoptées et durables. Les équipes de données communautaires

(CDT), qui ont participé à la collecte de données au niveau des ménages, ont permis de disposer de données très précises et ont su mobiliser des processus de vérification à grande échelle organisés dans l'ensemble du bidonville.

Ce projet à long terme impliquera également des entités nationales et internationales, tels que ou Nairobi Metropolitan Services ou la Banque mondiale, des entreprises privées et publiques, comme la compagnie nationale d'électricité Kenya Power and Lighting Company (KPLC), qui joueront un rôle clé dans la modernisation de l'infrastructure énergétique. Ce haut niveau de coopération institutionnalisée s'explique par le cadre statutaire et réglementaire kenyan, qui est l'un des plus avancés de la région. Ainsi, le programme SDI Energy Justice a un effet de cliquet : des preuves pour influencer les décideurs, une coopération avec eux (publique et privée, locale et internationale), qui peut aboutir à l'adoption d'un cadre juridique - comme pour le SPA de Mukuru - et à la pérennisation de ce processus de cocréation institutionnalisée à long terme.

PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DE L'ENERGY JUSTICE PROGRAMME

Depuis le lancement de l'EJP, les équipes de SDI ont identifié certains enseignements clés sur le plan de la conception et des conséquences des projets.

IL NE PEUT Y AVOIR DE PROJET « TYPE »

SDI ne propose pas une solution unique mais une méthodologie solide pour légitimer chaque solution énergétique émergeant d'un contexte spécifique et requis par celui-ci. À Dzivarasekwa (au Zimbabwe) et Longlands (en Afrique du Sud), la solution consistait à équiper les ménages des bidonvilles de systèmes solaires domestiques (SHS), en cherchant à faire bénéficier les plus pauvres d'une subvention énergétique du gouvernement par l'intermédiaire d'une entreprise du secteur privé. À Mukuru (au Kenya) sont mis en œuvre un modèle de prestation de



Livraison de solutions d'éclairage solaire à Mbale, en Ouganda ©KYC T

services déléguée pour l'éclairage et des solutions d'énergie en « pay-per-use » pour la cuisine. Enfin, dans les villes de Kampala et de Jinja (en Ouganda), l'accent a été mis sur l'éclairage public solaire.

DES GROUPES D'ÉPARGNE POUR FINANCER DES SYSTÈMES SOLAIRES DOMESTIQUES HORS RÉSEAU

Pour améliorer l'accès à l'énergie dans les bidonvilles africains, les groupes d'épargne de SDI se sont avérés particulièrement adaptés. À Dzivarasekwa (au Zimbabwe), des systèmes solaires domestiques hors réseau (SHS) ont été fournis aux ménages sur la base d'une épargne et d'un prêt collectif. Le Gungano Urban Poor Fund a proposé deux options de SHS différentes, sans intérêt sur les prêts et sans marge bénéficiaire globale. Après un processus de contrôle, un ménage peut obtenir un prêt s'il est membre de l'un des groupes d'épargne communautaires (20 membres au minimum). Le système de prêt repose sur le principe d'un « fonds renouvelable », les remboursements effectués permettant d'aider de nouveaux participants. 95 % des paiements étaient effectués sur une base mensuelle, de sorte qu'il n'était pas nécessaire de rééchelonner les prêts ou de les reprendre. Les groupes d'épargne peuvent constituer une solution de financement intéressante dans le cadre du Energy Justice Programme. SDI travaille sur ce modèle qui est facilement reproductible et adaptable.

Nous connaissons nos communautés, et les membres de nos communautés savent ce qu'ils ont et ce qu'ils n'ont pas. C'est le principal atout de Know Your City

FORMATION DE MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ

En outre, la formation des membres de la communauté à tous les aspects techniques de la prestation était un aspect essentiel du plan de mise en œuvre. Quinze membres de la communauté, qui ont bénéficié d'une formation, ont été engagés en tant que techniciens pour évaluer, installer, réparer et entretenir les systèmes solaires, mais aussi pour former les nouveaux utilisateurs à l'utilisation, avec trois mobilisateurs et deux agents de prêt.

UNE SOLUTION AUX CONSÉQUENCES MULTIPLES : L'EXEMPLE DES LAMPADAIRES SOLAIRES EN OUGANDA

En Ouganda, l'installation de lampadaires solaires à Kampala et à Jinja a eu un effet d'entraînement remarquable. Tout d'abord, le fait d'éclairer les routes et les carrefours les plus fréquentés a permis de réduire les accidents de voiture, d'améliorer la circulation et de réduire les embouteillages et la pollution atmosphérique. Deuxièmement, l'éclairage des rues a contribué à faire baisser le taux de criminalité. Dans ce contexte de sécurité accrue, certains se sont réappropriés l'espace public une fois le soleil couché, en particulier les femmes, qui étaient premières victimes d'agressions. Troisièmement, ces lampadaires ont ouvert un créneau nocturne pour l'économie. Les propriétaires d'entreprises ont pu travailler cinq heures de plus par jour et gagner de nombreux clients grâce au maintien de l'activité dans les rues. Cela correspond environ à 4 000 emplois à plein temps supplémentaires à Kampala. À Jinja, la coproduction locale de lampadaires à énergie solaire a également permis de créer des emplois qualifiés et techniques dans le secteur solaire pour

une population jeune, auparavant défavorisée, des bidonvilles. La combinaison de tous ces changements positifs a permis d'augmenter la valeur des propriétés, et par conséquent l'attrait du quartier lui-même.

INTÉGRATION DE DIVERS SYSTÈMES DE DISTRIBUTION

Dans la réflexion sur l'accès à l'énergie par les populations pauvres, la transition vers des systèmes faiblement carbonés est de plus en plus prise en compte. En effet, les secteurs public et privé reconnaissent que ces communautés ont un rôle déterminant à jouer dans la mise en œuvre et la gestion des transitions énergétiques, même si les progrès ont été lents jusqu'à présent. En associant les communautés à la création d'opportunités de transition énergétique, il devient possible d'adopter plus rapidement de nouvelles technologies, de développer des politiques plus inclusives et de renforcer les capacités pour soutenir les activités économiques actuelles et futures. Les distributeurs informels sont souvent des entrepreneurs qui vivent dans les quartiers informels où se trouvent aussi leurs clients et employés. Comme il y a eu par le passé des tentatives manquées pour intégrer ces divers systèmes de distribution et qu'ils sont souvent source de conflits, il existe un intérêt croissant pour de nouvelles modalités d'approvisionnement intégrées.

Au Ghana, l'EJP explore donc des formes de fourniture de services énergétiques économiquement viables, écologiquement durables et socio-technologiquement intégrées, des alternatives à l'électricité en réseau pouvant déboucher sur l'adoption de combustibles de cuisson plus efficaces et plus sains pour les ménages. Dans cette optique, six communautés d'Accra ont participé à des enquêtes quantitatives et qualitatives, notamment Ashaiman, Agbogbloshie, Chorkor, James Town, Madina Zongo et Shukura.

CONCLUSION

Dans les quartiers informels, le manque d'accès aux services essentiels a freiné pendant des décennies le développement économique et social ainsi que le bien-être des habitants. Sur tous les continents, le paradoxe reste le même : le nombre de bidonvilles ne cesse de croître alors que leur influence stagne. SDI cherche à renforcer le pouvoir des citoyens défavorisés et à leur assurer une place à la table des négociations, au même titre que les municipalités et les organisations internationales. Les fédérations de SDI, qu'elles soient locales ou nationales, sont aujourd'hui des interlocuteurs bien identifiés, invités à participer à des groupes de travail. Know Your City et les groupes d'épargne ont démontré leur rôle et leur crédibilité grâce à une multitude de solutions mises en œuvre dans des contextes divers. En particulier, la collecte de données ventilées menée par les communautés elles-mêmes a permis de combler une lacune importante dans la conception et la mise en œuvre d'un aménagement urbain favorable aux pauvres. SDI cible désormais l'Amérique latine et l'Asie pour diffuser et reproduire cette méthodologie née en Afrique.